

Quelle vocation pour l'Europe ?

De la construction de la paix au laboratoire de la planétisation

Gérard Donnadiou

Selon la perspective de Teilhard de Chardin, l'humanité est entrée au 20^{ème} siècle dans une phase critique de construction de la noosphère. Les guerres y ont joué un rôle d'accélérateur. Ainsi, ne dira-t-on jamais assez le mérite des quelques visionnaires qui au sortir de l'horreur de la seconde guerre mondiale, lancèrent l'idée de la construction européenne afin d'établir une paix durable sur ce continent déchiré par les divisions et les violences depuis la chute de l'Empire romain d'Occident au 5^{ème} siècle. Parmi eux, on trouve le Général de Gaulle et le chancelier Adenauer qui, en signant en 1963 le traité d'amitié franco-allemand, ont su tirer les enseignements de plus d'un siècle d'affrontements guerriers qui avaient mis l'Europe et même le monde à feu et à sang. Quel courage pour les deux pays de sceller leur réconciliation et de développer une coopération exemplaire au bénéfice d'une nouvelle Europe pacifique !

Durant les 50 années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, en gros jusqu'au démantèlement du mur de Berlin et la chute du communisme, on peut dire que l'Europe, montrant par son exemple qu'il était possible de construire une paix durable entre des nations qui s'étaient longtemps déchirées, témoigna dans le monde de la réalité d'un progrès humain, c'est-à-dire de l'idée de *noogénèse* pour parler comme Teilhard. Or, ce magnifique résultat est considéré par les nouvelles générations européennes – sans doute à tort – comme un acquis irréversible, allant de soi et qui une fois atteint ne justifie plus de se mobiliser. Simultanément, la crise financière, puis économique, qui a ébranlé le monde à partir de 2008, n'a pas fait émerger de réponses originales et attractives de la part des peuples européens. D'où une sorte de vide et le sentiment d'une inutilité de l'Europe, sentiment qui ronge l'esprit des européens et s'est clairement exprimé lors des dernières élections.

Que faire ? Sans aucun doute relancer la *noogénèse* en retrouvant pour l'Europe un projet dont l'ampleur, l'ambition et l'attractivité soient comparables à ce que fut, à partir des années 1950, la construction d'une paix durable sur le continent. C'est ce que je m'efforcerais d'explorer dans la seconde partie de cet article, la première partie étant consacrée à rappeler le long et douloureux cheminement franco-allemand qui a permis cette instauration de la paix.

DEUX SIECLES DE RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES : UNE PAIX IMPOSSIBLE ET POURTANT RÉALISÉE

Pour traiter cette question, je m'inspirerai directement de l'analyse proposée par le grand anthropologue René Girard dans son livre *Achever Clausewitz*¹ où il s'est mis en demeure d'appliquer sa théorie de la violence à la guerre et à la géopolitique. Pour cela, il est parti des écrits d'un illustre stratège prussien, Carl Von Clausewitz (1780-1831), rival malheureux de Napoléon. Devenu Directeur de l'Ecole de guerre de Berlin, celui-ci tire les leçons des événements militaires exceptionnels qu'il a vécus et rédige, jusqu'à sa mort prématurée en 1831, le traité inachevé *De la guerre* que son épouse publiera à titre posthume.

Il s'agit pour René Girard d'un cas d'école quant à la validation de sa théorie de la violence. Il écrit² : "*Je souhaite... faire comprendre les enjeux concrets de ce que la théorie mimétique met à jour, ceci à la lumière des deux derniers siècles, et tout particulièrement des relations franco-allemandes depuis Napoléon. Nous tenons là l'un des foyers mimétiques les plus virulents de l'âge moderne. Il mérite d'être analysé en tant que tel. Le texte de Clausewitz est décisif pour le comprendre*". Revenons avec lui sur ces événements passés.

Des origines à la guerre de 1870

¹ René GIRARD, *Achever Clausewitz*, Carnets Nord, 2007

² Ibid., p.64

La rivalité mimétique France - Allemagne commence en 1806 à la bataille d'Iéna qui s'achève par la victoire de Napoléon. Clausewitz lui-même, présent à la bataille d'Iéna et qui n'accepte pas la défaite, va être à titre personnel une des premières victimes de cette passion dévorante fondée sur l'attraction/répulsion de Napoléon, le modèle rival à la fois admiré et haï. Présent comme officier d'état-major dans les armées coalisées au moment de la campagne de France, il entend s'inspirer de Bonaparte pour mieux vaincre Napoléon !

A l'issue de la chute de Napoléon, cette passion va s'étendre à l'ensemble de la Prusse qui n'aura de cesse d'imiter la "grande puissance" que la France reste encore. Pour ce faire, la Prusse va reconstituer sa puissance militaire (par la conscription), économique (par une industrialisation à marches forcées) et culturelle en jouant un rôle leader dans le développement du pangermanisme. Napoléon, écrit René Girard³, *"aura été un catalyseur essentiel. C'est contre lui que va se réaliser l'unité de l'Allemagne et toutes les conséquences qu'elle aura dans l'histoire de l'Europe et du monde"*.

Avec l'arrivée de Bismarck comme chancelier, c'est le modèle impérial français (repris à partir de 1850 par Napoléon III) qui hante l'imaginaire prussien puis allemand. Un modèle qu'il faut impérativement reproduire, mais en mieux et en plus puissant. L'unité allemande se réalisera au prix d'une guerre victorieuse menée contre la France, celle de 1870, guerre délibérément voulue par le chancelier Bismarck, fut-ce au prix d'un faux diplomatique, celui de la dépêche d'Ems. Cette défaite est extrêmement coûteuse pour la France : non seulement elle lui fait perdre les provinces d'Alsace-Lorraine, la saigne économiquement, mais surtout la plonge, elle, la "grande puissance", dans une humiliation intense qui va nourrir, durant tout le demi-siècle suivant, un nationalisme français obsessionnel aux yeux fixés obstinément sur "la ligne bleue des Vosges". L'Allemagne va devenir alors pour plusieurs décennies la nouvelle "grande puissance".

L'obsession de la revanche et la guerre de 14-18

Il faut rappeler, observe René Girard⁴, *"ce que sont devenues les relations entre les deux pays après la guerre de 1870. Cette tension incroyable va rendre les gens fous des deux côtés du Rhin, et relancer en Allemagne... le ressentiment clausewitzien qui va faire de la Prusse l'un des foyers d'inspiration du pangermanisme"*. Ce climat d'avant la première Guerre mondiale, cette haine contrôlée où les deux pays s'observaient, ont été magistralement décrites par Péguy, rappelle René Girard⁵: *"Il y a là une fine analyse des dernières résistances que la politique oppose à l'imminente montée aux extrêmes... Loin de laisser espérer une cessation des conflits, le fait de différer l'engagement laisse au contraire augurer ce qui va avoir lieu : l'horreur de Verdun, la bataille de position portée à son point le plus extrême"*.

La guerre franco-allemande qui éclate en août 1914 sera donc terrible. Par une progressive montée aux extrêmes, escalade en tous points conforme à la boucle girardienne de la *"réciprocité mauvaise"*, elle va s'étendre à la planète entière et mettre en œuvre des armes d'extermination de plus en plus efficaces (artillerie lourde, aviation de combat, utilisation des gaz, invention des blindés, guerre sous-marine, etc.). Qualifiée par les historiens de guerre mondiale, par les malheureux soldats de "der des der", la guerre de 1914-1918 sera la plus effroyable boucherie militaire jamais vécue par l'humanité (11 millions de morts sur les champs de bataille dont 1,3 millions rien que pour la France !). Chacun des protagonistes, figé dans son imitation mortifère de l'autre, ne voit d'issue que dans l'écrasement de l'adversaire. L'appel à la paix du pape Benoît XV, le 1^{er} août 1917, à un moment de lassitude générale des belligérants, sera immédiatement récusé tant par les Allemands (qui parlent d'un complot papiste) que par les Français (Benoît XV est traité de "pape boche" par Clémenceau).

De l'aveugle traité de Versailles à la seconde guerre mondiale

La première guerre mondiale se termine étrangement ; alors que l'Allemagne est encore loin d'être vaincue militairement, son régime impérial s'effondre suite à une révolution qui éclate à Berlin

³ Ibid., p.78

⁴ Ibid., p.307-308

⁵ Ibid., p.307

et le nouveau pouvoir demande l'armistice. La France sort exsangue de la guerre et l'Allemagne bien affaiblie. Le traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, est plus marqué par la vengeance que par la justice à l'égard de l'Allemagne. Il porte en germes les ingrédients qui conduiront à la seconde guerre mondiale. René Girard note à ce sujet⁶: "*Le ressentiment allemand contre la France s'exaspérera encore après le traité de Versailles... L'armée française, souvenez-vous, occupera les centres miniers de la Ruhr en 1923, pour obliger les Allemands à honorer les clauses prévues par le traité. Il y aura alors des heurts très violents entre les militaires français et les ouvriers allemands soutenus par leur gouvernement.*" La crise économique qui déferlera durement sur l'Allemagne à partir de 1929 rendra ensuite possible l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et l'instauration du nazisme.

Dès lors, observe Girard⁷: "*La France s'est trouvée dans une situation impossible... Il faut rappeler ces faits si l'on veut comprendre ce que Marc Bloch appellera l'étrange défaite de 1940*". Quand Hitler décide d'envahir la Rhénanie en 1936, personne n'ose bouger. En France, le président du Conseil de l'époque, Albert Sarraut, un radical-socialiste, avait très bien compris l'enjeu, mais il ne put rien faire dans le contexte pacifiste de l'époque. "*Hitler a profité du fait que les Allemands étaient considérés comme des victimes : exactement comme ses compatriotes en 1810*" observe Girard⁸. La montée aux extrêmes, toujours présente potentiellement dans la dynamique de la boucle mimétique, s'est déployée alors comme une fatalité. Et René Girard de conclure⁹: "*C'est donc la volonté de paix des Français qui provoque cette nouvelle montée aux extrêmes... Leur arrogance de petits vainqueurs ne pouvait qu'exaspérer leur adversaire. La France continue à jouer comme Napoléon*". Et Hitler une fois au pouvoir n'aura cessé que de reconstruire la puissance allemande et de vouloir la revanche contre les anciens vainqueurs. "*C'est ainsi, écrit Girard, que l'indifférenciation devient planétaire, que la violence mimétique croît à l'insu de ses acteurs.*"

Quand la seconde guerre mondiale se termine en mai 1945, l'Allemagne est quasiment détruite et ses pertes en vies humaines ont été colossales ; elle a subi la défaite la plus terrible de toute son histoire. La France, elle-même, est à reconstruire, plus exsangue encore qu'en 1919. Et les nations européennes ont perdu définitivement - au profit des Etats-Unis d'Amérique - l'hégémonie qu'elles avaient exercée durant plus de deux siècles sur le monde.

L'Europe comme instrument de réconciliation et de paix durable

Ainsi, au cours de 140 années, conclut René Girard¹⁰, "*le nœud franco-allemand se sera révélé l'un des foyers d'indifférenciation les plus virulents de l'histoire de l'Europe. Le fait que cette rivalité ait fini par produire ce monstrueux dérapage sacrificiel qu'est l'entreprise d'extermination des juifs - crime d'Etat, froidement pensé et organisé, où l'essence même de l'idée européenne a été entachée - doit rester constamment présent à notre esprit.*" Comment éviter alors le renouvellement de telles abominations ? Telle était la question qui se posait aux Européens au lendemain de la seconde guerre mondiale. Et s'agissant de la France et de l'Allemagne, l'expérience venait de montrer qu'aucune paix ne pouvait être imposée par la puissance des armes mais devait, pour être véritable et durable, reposer en profondeur sur l'adhésion des hommes et des peuples.

C'est alors, au plus profond du gouffre, qu'est apparue l'idée européenne, portée par quelques humanistes visionnaires qui comprirent que cette paix européenne ne pourrait se faire que sur la base de la réconciliation franco-allemande. "*On ne mesure pas aujourd'hui le formidable exploit politique que furent ces retrouvailles, l'effort héroïque nécessité par cette réconciliation*" écrit René Girard¹¹. Il fallait en effet passer par-dessus l'idéologie nationaliste, dont la dimension sacrificielle s'était déchaînée durant 140 ans, pour aller vers la vraie solution, celle prêchée par le christianisme avec son pardon des offenses et l'amour des ennemis. Et il n'est pas sans intérêt de constater que les trois personnalités politiques majeures qui se sont trouvées à l'origine de cette "*révolution mentale*" - Robert Schuman pour la France, Konrad Adenauer pour l'Allemagne, Alcide de Gasperi pour l'Italie -

⁶ Ibid, p.308

⁷ Ibid, p.308

⁸ Ibid, p.309

⁹ Ibid, p.310-311

¹⁰ Ibid, p.291

¹¹ Ibid, p.294

étaient toutes trois des chrétiens convaincus appartenant de plus à la variante catholique du christianisme, c'est-à-dire la variante la plus universaliste et la moins sensible aux démons du nationalisme.

Par la suite, le flambeau sera repris en France par le Général de Gaulle, un authentique patriote pourtant, mais en même temps pétri de catholicisme. René Girard note à ce sujet¹²: "*Ce qu'il y a de très beau dans la rencontre de de Gaulle et Adenauer à Colombey-les-Deux-Eglises, en 1958, c'est qu'ils voient tous deux que l'Europe doit être pardonnée, en quelque sorte, là où elle a péché. Ils se retrouvent après l'explosion inouïe de la Seconde Guerre mondiale, sur les ruines de deux pays qui s'étaient trop imités, et dont l'imitation exacerbée avait provoqué le pire. Ce moment est exceptionnel.*" Quatre ans plus tard, les deux hommes se retrouvent à nouveau à Reims, le 8 juillet 1962, pour assister au *Te deum* qui scelle la réconciliation franco-allemande. René Girard jubile¹³: "*Konrad Adenauer qui s'absorbe dans son missel, aux côtés du Général ! Tout cela dans la cathédrale où Jeanne d'Arc fit couronner Charles VII, et qui avait reçu trois cent bombes allemandes en 1914. C'est l'Eglise qui organise l'office, consacrant la volonté de pardon mutuel des deux pays et leur marche vers la réconciliation : le Traité d'Amitié et de Coopération franco-allemand qui sera signé quelques mois plus tard, le 22 janvier 1963.*" Et c'est sur ce moteur franco-allemand qu'a fonctionné et que fonctionne encore aujourd'hui l'Union Européenne.

UN NOUVEAU PROJET POUR L'EUROPE

Ainsi, c'est bien sur une incontestable réussite, celle de l'instauration d'une paix durable, que s'est conclue au bout de cinquante ans l'aventure européenne. Mais comme il a été dit au début de cet article, un grand projet une fois réalisé ne fait plus rêver ! Et si aucun objectif mobilisateur, aucune grande ambition ne vient prendre la relève, les hommes risquent très vite de tomber dans les querelles médiocres de la gestion quotidienne, se repliant sur leurs particularismes nationaux, professionnels, linguistiques, etc. N'est-ce pas ce qui s'est passé depuis vingt ans, surtout depuis la crise financière qui a ébranlé le monde en 2008 ?

Une Europe en perte ?

Le rêve européen semble aujourd'hui brisé. L'Europe de nos parents, la nôtre, est comme blessée à mort. Il y avait dans les cœurs, naguère, un *esprit communautaire* qui faisait prévaloir les intérêts supérieurs de l'Europe sur ceux de son pays, l'abandon d'une partie de sa souveraineté nationale au nom du *bien commun* européen. Où est passé cet *esprit* ?

De toutes parts les égoïsmes nationaux se redressent, les aigreurs et les ressentiments aussi, et les rencontres des chefs d'Etat à Bruxelles deviennent d'interminables réunions de marchands de tapis alors que la crise se prolonge et que le chômage fait monter les extrémismes. La crise devient l'occasion d'une mise en cause de l'Europe dont les buts ne sont plus populaires ! Au mieux, ils se résument ainsi : que les Allemands paient davantage et que les Grecs souffrent beaucoup. Est-ce là un objectif désirable ? Cela peut-il suffire à ranimer notre rêve d'Europe ?

Manifestement, les institutions européennes sont aujourd'hui enlisées dans la difficulté à imaginer des réponses efficaces et cohérentes à la crise systémique dans laquelle l'Europe se débat comme le reste du monde. Et lorsque ces réponses arrivent enfin, car elles arrivent, c'est bien souvent trop peu et trop tard. D'où le constat d'une dégradation du rôle des institutions européennes :

- une Commission qui reste loin des réalités, faible dans ses résultats et néanmoins tatillonne dans ses réglementations ;
- un Parlement européen à la recherche de son rôle et de sa place ;
- un président du Conseil européen guère visible, éclipsé par les chefs d'Etat des nations dominantes ;
- une seule institution véritablement présente et éminente : la BCE (Banque Centrale Européenne).

¹² Ibid, p.293

¹³ Ibid, p.293

Par ailleurs, on observe un fossé grandissant entre la politique et le citoyen, entre la politique et l'économie, entre le peuple et une partie des élites. Tout cela favorise le renforcement de partis extrémistes, de droite et de gauche, l'apparition de populismes ingouvernables comme on le voit en France, en Italie et dans bien d'autres pays. Enfin, autre élément de blocage : le tandem franco-allemand, fer de lance depuis un demi-siècle de la construction européenne, est aujourd'hui rongé par des différences de conception et d'intérêt entre Angela Merkel et François Hollande, même si le compromis passé en Allemagne entre conservateurs et socio-démocrates pour mettre en place un gouvernement de coalition a un peu rapproché les positions allemandes des positions françaises (instauration d'un salaire minimum par exemple).

Raisons d'un tel marasme

A ce jour, malgré ses imperfections et ses limites, le modèle politique, social et économique européen demeure sans doute le meilleur du monde. Il est donc de l'intérêt de chacun et de tous de le remettre en marche, la question n'étant plus *d'avantage d'Europe*, mais une *meilleure Europe* mobilisée sur la réalisation de quelques projets primordiaux. Parmi ceux-ci, on peut citer : la recherche d'une politique commune en matière économique, financière, monétaire et budgétaire ; la définition de stratégies communes dans les domaines de l'industrie, de l'innovation et de la recherche ; la mise en œuvre d'une politique cohérente de l'énergie et de l'environnement ; une approche concertée pour l'immigration et l'intégration ; la construction d'une Europe de la défense alors que les Etats-Unis sont en train de se désengager de l'Atlantique pour se tourner vers le Pacifique et la Chine.

Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? Parce qu'en choisissant de faire l'élargissement de l'Europe (28 pays aujourd'hui) au dépens de l'approfondissement des coopérations entre la dizaine de pays constituant le noyau historique, nous nous sommes en quelque sorte liés les mains. Il est en effet beaucoup plus difficile d'obtenir des accords de coopération efficaces avec 28 acteurs qu'avec une dizaine seulement, de plus se connaissant bien et relativement semblables. Dans ce choix néfaste en faveur de l'élargissement, la France de Jacques Chirac porte une part de responsabilité, mais celle de la Grande Bretagne est bien plus grande, elle qui a toujours conçue l'Europe comme un grand marché ouvert aux quatre vents du libéralisme. Certes, le libéralisme en lui-même n'est pas mauvais ; il a le grand mérite de savoir créer des richesses à défaut de savoir les partager. Encore faut-il qu'il s'applique à l'économie réelle et non à une économie de Casino portant sur des "valeurs" purement virtuelles. On se souvient à ce sujet, du livre célèbre de Michel Albert¹⁴ comparant les mérites respectifs du capitalisme industriel rhénan, patrimonial et social et du capitalisme financier américain, farouchement ultra-libéral et court-termiste. Pour lui, le capitalisme rhénan était socialement bien supérieur, mais c'est le second qui l'emporterait, se servant de la Grande-Bretagne comme d'un cheval de Troie pour imposer son modèle à l'Europe. Or, ce modèle n'est pas seulement économique, il est aussi sociétal car fondé sur le postulat libertaire de la toute-puissance du désir individuel, fonctionnant lui aussi comme le marché libéral, selon une logique utilitariste et court-termiste. Nous en avons eu une belle illustration à l'occasion du débat sur le mariage homosexuel et la remise en cause des règles de filiation qui régissent depuis l'origine de l'*homo sapiens* toutes les sociétés humaines.

Ainsi, depuis bientôt trente ans, l'Union européenne est-elle sous influence d'une idéologie libérale-libertaire venue des Etats-Unis, idéologie portée à la fois :

- par de puissants acteurs économiques qui se meuvent, comme les grandes firmes multinationales, dans une économie mondialisée. Pour eux, l'Europe est déjà un marché trop étroit et dépassé et ils ne veulent à aucun prix qu'elle dispose d'un vrai pouvoir de régulation économique susceptible de leur imposer des règles de droit. Ces dispositions vont être tout l'enjeu de la prochaine négociation du traité transatlantique avec les USA ;
- par de multiples lobbies idéologiques, groupes de pression et ONG, que l'on voit à l'œuvre auprès des institutions européennes, qui rêvent de révolutionner la culture et les mœurs (à commencer par la famille) pour créer un "individu nouveau" que l'on veut libéré de tout lien et de toute contrainte éthique afin de pouvoir "changer la civilisation".

¹⁴ Michel ALBERT, *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil 1991

On conçoit alors que cette orientation libérale-libertaire, qui profite essentiellement aux plus puissants, aux plus riches, aux mieux formés, aux plus débrouillards, aux moins solidaires et aux plus cyniques aussi, ait fini par apparaître auprès de toute une population de gens simples mais constitutifs par ailleurs des peuples européens, comme une véritable agression sociale, la remise en cause de leur place dans la société, la trahison de leurs croyances et de leurs valeurs. Comme toujours en pareils cas, ils se sont retournés vers le passé, vers ce qui constitue le noyau dur de leur identité. Ne cherchons pas plus loin les causes de la montée des courants populistes ou nationalistes dans les divers pays européens. La responsabilité en incombe aux élites politiques qui n'ont pas su percevoir ce rejet ni proposer un nouveau grand projet mobilisateur.

Un grand projet pour l'Europe : devenir le laboratoire de la planétisation

Pour relancer l'Europe, il nous faut donc revenir aux idées fondamentales qui présidèrent à sa fondation et promouvoir une ambition comparable par son ampleur à ce que fut, au sortir de la guerre, le projet de construction d'une paix juste et durable. D'évidence, un tel projet ne peut se limiter à des objectifs matériels de prospérité, de bien-être et de puissance. Il doit avoir une dimension universelle et pourquoi pas spirituelle et doit être au service de l'humanité toute entière et de son avenir ; comme aurait dit Teilhard, il doit se situer sur l'axe montant de la noogénèse.

Or cet axe, nous le connaissons : rendre l'humanité capable de relever les immenses défis qui la menacent en ces temps de mondialisation et qui ont pour noms épuisement des ressources naturelles, pollution de la planète, réchauffement climatique, réduction de la biodiversité, nouvelles pandémies, sous-développement des pays pauvres, spéculation financière avec des bulles à répétition, paradis fiscaux, prolifération des armes, terrorisme, développement des mafias, etc. Mais pour réaliser cela, comme le disait déjà en 1963 le pape Jean XXIII dans son encyclique *Pacem in Terris*, il faut mettre en place une gouvernance mondiale: "*De nos jours, le bien commun universel pose des problèmes de dimensions mondiales. Ils ne peuvent être résolus que par une autorité publique dont le pouvoir, la constitution et les moyens d'action prennent eux aussi des dimensions mondiales et qui puisse exercer son action sur toute l'étendue de la terre. C'est donc l'ordre moral lui-même qui exige la constitution d'une autorité publique de compétence universelle*". Depuis, cette nécessité n'a cessé d'être rappelée par tous les papes qui se sont succédés, Benoît XVI n'hésitant pas à parler, dans son encyclique *Caritas et veritate*, d'une "*autorité mondiale*".

Sans doute est-il difficile d'avoir aujourd'hui une vision claire de la manière dont se mettra progressivement en place cette gouvernance mondiale, fondée sur le principe de l'unité du genre humain lui-même créé à l'image de Dieu pour les chrétiens. Ces derniers, et l'Eglise, n'ont pas sur ces questions de lumières particulières et c'est aux humains eux-mêmes, à commencer par les responsables politiques et leurs experts à inventer en sur-mesure les réponses. On notera cependant que cette construction a toutes chances d'être un processus à haute complexité, une symbiose un peu semblable à celle qui, dans l'histoire de la Vie, fut à l'origine de la première cellule eucaryote à partir de diverses bactéries constituantes. Le but est de faire émerger au niveau planétaire, par cette "*union créatrice*" pour parler comme Teilhard, cette "*autorité mondiale*" en charge d'exercer cette gouvernance face aux grands défis planétaires. Et une telle union devra se faire à partir de nombreux composants fort différents : Etats-nations, Institutions internationales (ONU, UNESCO, OMC, FMI, OCDE, Banque mondiale, BIT, etc.), associations régionales comme l'Union Européenne, entreprises multinationales, ONG, etc. La diversité même de ces composants montre que cette union ne peut se concevoir sous la forme classique d'un empire ou d'une fédération de nations. Il s'agit d'une construction radicalement nouvelle, sans aucun précédent dans l'histoire humaine et dont la forme ne peut être actuellement prévue.

Une telle construction peut néanmoins s'inspirer de réalisations partielles déjà existantes. Et de ce point de vue, la construction en cours de l'Union Européenne peut s'avérer déterminante pour l'avenir de l'humanité en ayant valeur de prototype. Ni fédération, ni confédération, l'Europe est une construction originale et nouvelle, un OVNI politique comme disait Jacques Delors, qui n'a pas encore fini de se chercher au travers d'un jeu patient de compromis procédant par essais et tâtonnements, retouches sélectives et généralisation des "bonnes pratiques". Elle est une construction politique inédite, fondée sur l'abandon raisonné de certaines souverainetés pour mieux promouvoir ensemble des objectifs communs. Mais pour devenir un acteur majeur de la planétisation

teihardienne, à distinguer de la mondialisation libérale laquelle n'est que matérielle et économique, l'Europe a besoin d'une âme, d'un grand projet qui ne peut être que de servir de modèle de gouvernance pacifiée et efficace à l'ensemble du monde. N'est-ce pas d'ailleurs ce que le monde entier attend d'elle ? Devenir laboratoire d'essai de la planète pour une future gouvernance mondiale, peut-on imaginer plus belle vocation pour l'Europe !

,